

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Un-monde-possible-acteurs-privés-face-injustice,773.html>

La question des liens entre action publique et  
engagements privés

# Un monde possible, les acteurs privés face à l'injustice

- Librairie Développement Durable -



Date de mise en ligne : vendredi 18 janvier 2008

---

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

---

**Le libéralisme produit actuellement des effets paradoxaux : une mondialisation des objets et une crispation identitaire ; une croissance économique évidente et une augmentation simultanée des inégalités. Cette contradiction, qui s'accompagne d'un affaiblissement des États, valorise de facto le rôle de la société civile. À côté d'États-nations affaiblis ou carrément en faillite, comment apprécier la responsabilité nouvelle des différents acteurs privés (individus, ONG, multinationales, associations religieuses ou caritatives) en matière de développement ? Face à l'océan de misère, ces derniers ont un rôle nouveau - et considérable - à jouer. Leur capacité d'action va même bien au-delà de la sphère humanitaire ou économique et devient véritablement politique. La question décisive est désormais la suivante : ces acteurs privés peuvent-ils vraiment s'engager dans des projets qui dépassent leurs intérêts particuliers et contribuent au bien commun de la planète ?**

<span class='spip\_document\_1385 spip\_documents spip\_documents\_right' style='float:right;'>

Cet essai, basé sur une analyse approfondie de la théorie libérale, plaide pour « un monde possible », fondé sur les convictions et les ressources morales et spirituelles des personnes et des sociétés concernées. Il s'appuie sur des enquêtes de terrain menées par l'auteur auprès de filiales de grands groupes industriels et dans des programmes de développement au Kenya, au Nigeria, au Bénin et au Mexique.

De formation commerciale (ESSEC) et philosophique (EHESS), Cécile Renouard, religieuse de l'Assomption, enseigne l'éthique sociale au Centre Sèvres et travaille sur la contribution des multinationales au développement des zones de grande pauvreté.

**Un monde possible**, les acteurs privés face à l'injustice de Cécile Renouard - Editions du Seuil - Collection L'Histoire immédiate - Date de publication : 03/01/2008 - 180 pages - Prix public : 17 Euros

## Même chez Lafarge, le développement durable a ses limites

Cécile Renouard commente l'article de Laurence Caramel, « [Même chez Lafarge, le développement durable a ses limites](#) », paru dans Le Monde du 30 octobre 2007, et propose ainsi d'entrer dans Un monde possible par le commentaire d'un cas concret et d'actualité. Extrait de l'article : *Le cimentier, qui s'est engagé en faveur de la responsabilité environnementale, se heurte aux autorités indiennes au sujet de l'exploitation d'une carrière. D'un côté : les images du parc naturel de Bamburi, au Kenya, aménagé sur une ancienne carrière, ou bien la lande retrouvée de Dinmor, un site jadis exploité sur l'île d'Anglesey, au large du Pays de Galles... Autant de « bonnes pratiques » que le cimentier Lafarge se plaît à citer lorsqu'il met en avant son attachement au développement durable. De l'autre*

*: une histoire sans doute moins exemplaire, et au sujet de laquelle le numéro un mondial du secteur se montre plus discret.*

**Commentaire de Cécile Renouard :** Le cas du projet controversé de Lafarge au Bangladesh et en Inde permet de pointer l'ambiguïté de la notion de développement durable qui peut se plier à de nombreuses interprétations. Il manifeste avec force les hésitations liées à la mise en oeuvre des principes qui lui sont liés, quand ils font apparaître des intérêts contradictoires avec la croissance économique et la maximisation du profit : tension entre l'activité de l'entreprise et ses impacts environnementaux et sociaux/sociétaux.

Cela fait donc apparaître une urgence : les entreprises doivent voir leurs responsabilités précisées et leurs actions évaluées. Les responsabilités sont de divers ordres : économique, sociale, sociétale, politique, etc. Vis-à-vis de leur environnement naturel et humain, l'enjeu éthique essentiel consiste à pouvoir relier l'activité sociétale au coeur de métier des firmes : en effet, les entreprises ont souvent tendance à considérer leurs actions auprès de certaines de leurs parties prenantes comme relevant de la philanthropie, au risque d'évacuer toute interrogation sur leurs responsabilités directes. Il faut donc pouvoir défendre la thèse suivante : les actions charitables auprès des communautés locales sont marginales au regard des efforts qu'on devrait attendre des entreprises pour prévenir et minimiser les dommages collatéraux qu'elles provoquent, et pour contribuer, pour leur part, au développement socio-économique local. La charité ne peut se substituer à la justice.

D'où la question des moyens à employer pour faire progresser les choses : l'incitation est utile mais insuffisante ; les contraintes sont souhaitables pour harmoniser les règles du jeu et pénaliser les mauvais joueurs. Mais il faut reconnaître comment les entreprises peuvent être prises au piège de leurs déclarations et engagements volontaires : la menace pour leur réputation que représentent des décalages trop évidents entre le discours et la réalité les pousse à changer, par intérêt stratégique. Le défi est celui d'un contrôle et d'un suivi précis de leurs actions, par un corps d'auditeurs sociétaux indépendant.

Il faut enfin souligner combien les normes seront insuffisantes à elles seules pour provoquer une transformation du système et une intégration par les entreprises de paramètres non économiques, via le projet du développement durable. La motivation des personnes est essentielle. Cela pose la question de la formation éthique des dirigeants, en vue d'une « égalité complexe », telle qu'elle est proposée par le philosophe américain Michaël Walzer en vue de sociétés libérales plus justes : éviter qu'une sphère de l'existence, comme celle du marché, phagocyte la vie sociale et reproduise des structures de domination dans toutes les autres sphères ; pour cela, limiter les surcapacités économiques et sociales des plus riches pour favoriser le développement des capacités et la prise en compte des intérêts des plus pauvres. Il s'agit donc de transformer la contrainte en une incitation éthique attrayante. C'est bien le défi éducatif qu'au milieu du 19ème siècle Stuart Mill voyait nécessaire pour les élites économiques et politiques de son temps. Le combat est plus que jamais d'actualité.



[Lire un extrait](#)